

Lettre ouverte au membres du Comité Syndical du PNR de Millevaches sur votre programme 'Adaptation au changement climatique'

Bonjour Mesdames, Messieurs

10/01/2022

Suite à la lecture de la délibération n° B 2021-68, programme d'animation et d'actions "*adaptation au changement climatique*" je suis frappé par le fait que vous ne parlez que de **réunions** d'information pour trouver des solutions pour maintenir notre niveau de vie actuel, dans une période où les changements climatiques deviennent menaçants pour la vie.

Votre programme d'animation et d'action, coûtera 132.000 euros sur trois ans et beaucoup de kilomètres en voiture pour seulement parler des idées, et se concentre pleinement sur la poursuite de l'emploi de la communauté d'experts nationaux (scientifiques, cabinets de conseil, et institutions semi-gouvernementales d'appui aux politiques). Il n'est pas fait mention de **projets directs** et de soutien financier pour investir dans des projets concrets.

Mon expérience au Café Climat d'Eymoutiers m'a permis de constater que de nombreuses personnes ordinaires sont bien conscientes de l'urgence de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique, mais que leur prise de décision concernant leurs actions dans ce sens est constamment bloquée (étouffée) par les règles et les lois de la société qui rendent nul **leur accès aux ressources** dont elles ont **besoin**.

Un besoin urgent, car combien de temps nous reste-t-il pour organiser une vie locale à zéro émission pour tout le monde? Les jeunes ont beaucoup d'idées sur la manière dont ils pourraient mener une vie à faible taux d'émissions, et leur volonté est grande, mais ils sont contraints de continuer à travailler au sein des chaînes de production et de consommation mondiales à forte intensité d'émissions. Je ne parle pas seulement ici des adeptes des [soulevements de la terre](#), mais d'une couche croissante beaucoup plus large de la population locale, qui n'a pas du tout besoin d'avantage de propositions climatiques adaptatives et de conseils techniques qui ne servent pour la plupart qu'à poursuivre un jeu économique dont tout le monde sait maintenant qu'il sera ruiné par le climat. Cette partie de la population rurale en est déjà tellement convaincue que la plupart d'entre eux ont déjà renoncé à leur désir d'avoir des enfants. Bref: il y a une nouvelle génération qui arrive (35-40 ans) qui n'a pas du tout besoin de conseils coûteux pour vivre avec une footprint de 2 tonnes de CO2 par an, mais elle n'a pas **les moyens essentiels** de le faire.

La génération qui décide aujourd'hui n'est toujours pas ouverte à l'idée qu'on doit changer profondément de mode de vie ([voir ce pdf](#)) et que le mode de vie actuel n'est plus durable, car toutes ces adaptations techniques coûtent plus que ce qu'il nous reste à utiliser dans notre espace d'émissions (= carbon budget mondial) de CO2. [Voyez ici](#) une évaluation très récents des plans de protection du climat du nouveau gouvernement allemand. Ça prouve clairement que la croissance verte ne peut pas nous sauver. Nous devons passer très rapidement à un niveau de vie dans lequel nous devons renoncer à beaucoup de luxe et de

convenance afin de pouvoir faire fonctionner **les nécessités de base de la vie** (vivre, se nourrir, procréer, se soigner).

Bien sûr, les autorités locales et régionales ont un rôle important à jouer à cet égard, mais beaucoup moins en tant que gardiens fervents (geôliers, en fait) du jeu économique en faillite, et beaucoup plus en tant que préparateurs (conditionneurs) de lieux de vie à faibles émissions.

Votre attitude politique et managériale pourrait beaucoup plus être orientée vers la philosophie de donner aux habitants l'espace nécessaire (marge de manœuvre) pour organiser leur propre vie – pour évoluer ensemble vers un mode de vie à faible émission de carbone – au lieu de les imposer des changements marginaux de modes de vie, de les inonder dans des conseils de comportement durable, et de les bureaucratiser, et de cette manière, également par le biais des frais généraux et du contrôle administratif associés, de contraindre davantage cette profonde changement des mode de vie d'en haut et d'en exproprier les gens. (Voir aussi le [mouvement Simple](#) de Gaspard Koenig).

Cela peut sembler anarchiste, mais regardez comment le réseau Biocoop a assuré le succès de leurs magasins, regardez les bio-marchés florissants, regardez les 25 ans de forces combinées du gaec Champs Libres (à Saint-Julien-Le-Petit). Les gens en sont capables, eux-mêmes et ensemble. Ils peuvent agir même à contre-courant, et certainement si on leur donne un peu plus de marge de manœuvre. Ce sont les autorités locales qui devront créer cet espace par une **déréglementation** à leur niveau. Et donc, c'est à nos représentants locaux d'inciter les instances dirigeantes **en amont** à déréglementer.

L'objectif principal doit être de rendre la vie locale à faibles émissions accessible à une large couche de la population. Il est donc primordial que vous, 124 maires et délégués,

- créent des espaces dans les PLU's respectifs pour que des jeunes peuvent venir s'installer dans les domaines artisanaux (recyclage, réparation, transport, fabrication de vêtements-outils-équipements), agricoles, et sociaux – tout comme les zones industrielles ont été créées dans le passé;
- **sans les restrictions en vigueur** par vos PLU's et imposées par les institutions qui datent de plus de 60 ans comme le SAFER, le Chambre d'Agriculture et les Banques;
- où ils peuvent construire (ou adapter) des habitats légers, autonome en énergie et avec un peu de terre à cultiver autour (1 à 2 ha).

Comme ça les jeunes adultes peuvent vivre sur place, diminuer leur empreinte écologique en cultivant leur propre nourriture sans se déplacer et **en plus** animer la réorganisation de la vie local au lieu de parler encore trois ans des solutions pour maintenir un niveau de vie qui est sans perspective étant donné le maigre budget carbone restant.

La mise en œuvre des dispositions susmentionnées n'est pas une tâche facile – beaucoup des organes politiques et des services qui les entourent devront faire demi-tour – mais soyons honnêtes quant à la valeur morale des dispositions actuelles. Certaines pratiques politiques, compte tenu du fait que nous savons depuis 20 ans que nous devons nous

débarrasser très rapidement des combustibles fossiles, deviennent criminelles. Deux exemples:

- C'est une honte que – alors que nous savons depuis 20 ans que nous devons abandonner l'utilisation des énergies fossiles – toute l'usine de régulation d'installation des agriculteurs (DDT, etc) n'installe toujours que des agriculteurs qui, sans opérations consommatrices d'énergie fossile à grande échelle (pour le matériel roulant, l'engrais, les compléments alimentaires, par l'utilisation de plastiques, des pesticides, la chaux vive et d'autres équipements) ne peuvent pas du tout obtenir un rapport bénéfice-coût supérieur à 1. Ils ne veulent et ne peuvent pas installer un "petit" agriculteur qui travaille à la main.
- C'est une honte que l'ABF empêche une grande partie de la population d'installer des panneaux solaires sur les toits et dans les jardins, faisant de la France un véritable trou perdu dans le domaine de l'énergie solaire.

En bref, de nombreuses réglementations devront être suspendus parce qu'ils nous enferment, nous et notre jeunesse, dans une cage où nous nous brûlerons les uns les autres; piégé entre les barres de fer d'un mode de vie à haute teneur en carbone.

Par conséquent, à mon avis, compte tenu de l'augmentation rapide des problèmes climatiques (et [des récessions économiques](#) qui s'ensuivront sans aucun doute), il est grand temps que les personnes politiquement conscientes de nos communautés cessent de retarder la déréglementation de l'accès aux ressources locales pour satisfaire les besoins de base de chacun.

Merci pour votre attention,
Bien à vous,

Hanne Walter
Eymoutiers

hwalter@posteo.eu